

Combattez Macron, signez pour un référendum sur la privatisation d'ADP



Dans la nuit du 12 au 13 juin, le régime a été obligé d'ouvrir le site internet recueillant les signatures des citoyens s'opposant à la privatisation des *Aéroports de Paris* (ADP) et demandant pour cela un *référendum d'initiative partagée* (Rip).



Le site sous contrôle du ministère de l'Intérieur n'était pas dans les premières heures d'un accès facile :

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

Les navigateurs annonçaient qu'ils ne parvenaient pas à ouvrir

la page.

Il fallait insister.

L'inscription est plutôt longue et décourageante.

Sur la première page, cochez la case à droite.

La deuxième page est pénible à remplir : refus de validation à répétition, surprise de voir les numéros Insee et non les codes postaux des communes où l'on vote et celle où l'on est né, blocage sur la page 3 qu'il faut remplir et remplir encore, captcha long comme un jour sans pain dans lequel quelques pièges ont été glissés « n » ou « h », « l » ou « I »...

La *Startup Nation* dans ses œuvres. C'est-à-dire un bidule révolté par la démocratie. Il faut donc gêner le citoyen, dresser des barrières, le décourager, le repousser dans le marais numérique.

En bas de la page 2, « *La liste des soutiens apportés à une proposition de loi peut être consultée par toute personne* ».

The image shows a screenshot of a registration form on a French government website. The form contains several fields for personal information, including 'Département (obligatoire)', 'Commune (obligatoire)', 'Date de naissance', 'Pays de naissance', 'Département (obligatoire)', and 'Commune (obligatoire)'. At the bottom of the form, there is a blue link that reads: 'La liste des soutiens apportés à une proposition de loi peut être consultée par toute personne.' Two red arrows point from the bottom of the form towards this link.

Il s'agit d'une loi socialo de 2013. La liste des signataires est visible en ligne. Cela va certainement retenir quelques-uns d'entre nous de signer car dans cette parodie de démocratie dans laquelle nous oblige à vivre le régime, nous pensons qu'un usage douteux pourrait être fait de notre nom. On imagine sans violent effort cérébral que des patrons iront voir si les noms de leurs employés y figurent, que des chefs de service administratif tellement macron-compatibles

chercheront le patronyme des fonctionnaires sous leurs ordres pour savoir dans quel camp ces derniers se situent.
Nous sommes devant un fichage politique.

Ceux qui pensent qu'ils peuvent y échapper par un vote papier en mairie se trompent. Leur nom apparaîtra aussi sur le fichier de soutien au Rip (*Requiescat in pace ?*)

Signer, c'est clairement combattre Macron et ses petits marquis.

Vous avez neuf mois pour le faire. Le temps d'une belle gestation anti-Cron.

N'ayez pas peur, surmontez les obstacles, signez.

Marcus Graven